

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Etude • (Page 08)

Le marché des jeux vidéo pèse plus de 300 milliards de dollars

L'industrie du jeu pèse désormais plus lourd que celles combinées de la musique et du ...

Economie

A l'inverse de ses voisins européens, ça repart en France

Début 2021, l'économie française a entamé son redressement contrairement aux autres grandes économies ... • (Page 08)

Prévention des risques professionnels

• (Page 03)

La CNSS aux côtés des entreprises



Activités physiques et sportives

Une nouvelle législation sur la pratique du sport

Le Togo se dote d'une nouvelle législation sur la pratique et la promotion du sport. Les députés ont ... • (Page 04)

Marché de l'emploi

Covid-19 et les conséquences de la numérisation

Depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus, la numérisation transforme les activités économiques et le monde du ... • (Page 02)

Santé en Afrique

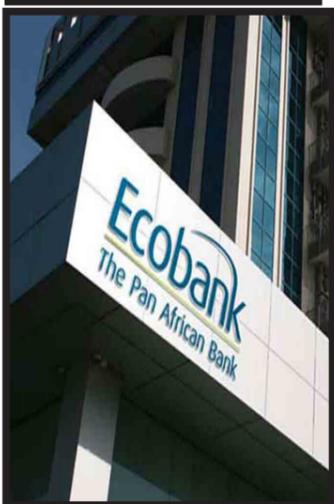
ABCHealth et la CEA annoncent un partenariat

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Coalition des entreprises ... • (Page 06)

Ecobank Transnational Incorporated

• (Page 12)

Avis de Convocation de la 33^{ème} Assemblée Générale Ordinaire



Eperviers du Togo

Lidi Bessi-Kama explique le choix de Duarte

La désignation du technicien portugais Paulo DUARTE à la tête de la sélection nationale du Togo suscite ... • (Page 11)

Société de conseil

STRATEGIE - CONTROLE DE GESTION - AUDIT
RH - PROJET - CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES
+228 93 70 92 92 | +228 99 62 41 95
contact@atgconsulting.tg

atg consulting

AMELIORONS ENSEMBLE LA PERFORMANCE DE VOTRE ENTREPRISE

RETROUVEZ-NOUS

Marché de l'emploi

Covid-19 et les conséquences de la numérisation

Depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus, la numérisation transforme les activités économiques et le monde du travail. Elle redéfinit, les limites de production, de la consommation et de la distribution. Une évolution qui au fil du temps a créé de nouvelles opportunités sur le marché de l'emploi. Mais l'avenir de l'emploi est une question qui est toujours sur toutes les lèvres.



• Emanuel AKAKPO

La pandémie mondiale a depuis 2020, provoqué une accélération de la numérisation du travail. Logiciels, ordinateurs, machines, et bien d'autres, ont permis à beaucoup de personnes de continuer à travailler. Objectif, permettre à l'économie de tenir le coup. Puisque dès l'annonce de cette maladie, bon nombre de travailleurs ont été licenciés. Une situation qui a donc entraîné une perte massive d'emplois, et une accélération du processus de création de nouveaux profils professionnels pour rectifier le tir. Mises à mal par la crise, certaines entreprises dans un contexte de récession, ont installé de nouveaux robots qui se sont révélés trop onéreux. « En effet, en période de récession, l'autonomisation se développe très vite. Puisque lorsque les entreprises perdent des revenus, il devient de plus en plus important de faire des économies. Elles sont donc plus enclines à réduire les coûts du travail et à licencier du personnel », a révélé une étude du Brookings institutes. Au Togo, le pays

pour sa part continue cette marche liée à la numérisation. Pour l'heure, elle passe par l'opérationnalisation de la numérisation des moyens de paiement dans l'administration publique. Un système adopté en Conseil des ministres en avril dernier dont l'objectif est d'améliorer la bancarisation et l'inclusion financière. Aussi, devra-t-il lutter contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Initiative louable pour plus d'uns qui d'ailleurs pensent qu'elle permettra, « de sécuriser les ressources contre les vols, les pertes d'argent et surtout avoir en permanence de l'argent même s'il est virtuel ». Mieux, le paiement numérique a le mérite de contribuer à l'assouplissement du circuit financier et d'agir positivement sur l'économie nationale. Selon nombre d'analystes, « toutes les études montrent que la numérisation de l'économie et l'arrivée de l'intelligence artificielle à grande échelle ont un impact fort sur le marché de l'emploi ». Pour préserver l'emploi, l'urgence sera pour plusieurs experts de faire beaucoup d'efforts de reconversion. En effet,

selon un rapport du forum économique mondial, près de la moitié des salariés vont devoir mettre à niveau leurs compétences. D'ici 2025 révèle le rapport, « l'autonomisation et la nouvelle répartition du travail entre les humains et les machines risquent de perturber quelque 85 millions d'emplois au niveau mondial, touchant en particulier les tâches appelées à évoluer avec des changements technologiques, telles que la saisie des données, la comptabilité et le soutien administratif ». Ainsi à l'avenir, près de 50 % des travailleurs qui conserveront leur poste au cours des cinq prochaines années auront besoin d'une reconversion. « La crise sanitaire a aggravé les inégalités existantes. À l'avenir, nous verrons que les entreprises les plus compétitives seront celles ayant investi massivement dans leur capital humain, les qualifications et les compétences de leurs employés », a signifié Saadia Zahidi, la directrice du forum économique mondial.

AUX DECIDEURS...

Travail à distance, nouvelle donne

Le lieu de travail et les modes de travail ont changé avec l'avènement de la COVID-19 qui a imposé le travail à distance comme nouvelle norme pour la plupart des entreprises qui ont dû revoir leurs pratiques pour s'adapter à une approche hybride qui permet aux employés de passer du temps au bureau pour créer des expériences de travail social.

Les recherches suggèrent que la pandémie pourrait également façonner d'autres tendances futures sur le lieu de travail. Deux tendances se détachent : la montée du télétravail et de la collaboration virtuelle d'une part et la fracture croissante entre travail formel et informel d'autre part.

La pandémie COVID-19 nous a rappelé le grand fossé entre les inégalités et l'exploitation dans les lieux de travail informels. La terrible réalité du chômage est un défi majeur. Le chômage est exacerbé par l'utilisation du secteur informel comme amortisseur.

Le marché du travail contractuel a connu une croissance régulière au cours de la dernière décennie. Cette précarisation du travail peut avoir des conséquences positives et négatives. D'un autre côté, des tendances telles que la montée de l'économie des petits boulots, la flexibilité du travail et le travail indépendant constituent une part importante de l'économie en développement et du potentiel de création d'emplois.

Face à la pandémie et au rôle clé du travail dans nos vies, il est important de considérer l'impact sur le travail et les lieux de travail. En particulier, nous devrions considérer deux questions : qui travaille et comment ou où travaillent-on ?

L'idée de qui travaille est centrée sur les types de travailleurs et leur identité. La pandémie a mis en évidence le fossé entre les types de travailleurs, par exemple ceux des secteurs informel et formel. Les travailleurs des secteurs formels, par exemple, ont bénéficié d'un plus grand soutien de la part de leurs organisations pendant le verrouillage. Les employeurs ont aidé à faciliter les arrangements pour le travail à domicile. Les travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas d'un tel soutien.

La plupart des travailleurs des pays en développement, y compris l'Afrique du Sud, ne font pas partie de la main-d'œuvre formelle. Ils travaillent dans les secteurs informels et sont souvent qualifiés de travail occasionnel dans des emplois précaires.

Mais la précarité offre également une plus grande flexibilité et mobilité pour les plus qualifiés avec un plus grand pouvoir de négociation. En Afrique du Sud, l'économie des petits boulots s'est développée à mesure que de plus en plus de personnes se tournent vers des modalités de travail plus flexibles. Ils se sentent autonomes et la demande de modalités de travail flexibles augmente. Le verrouillage a démontré aux organisations que le travail à distance qui est rendu possible par la technologie est non seulement possible, mais aussi efficace. De plus en plus d'entreprises créent des opportunités de travail à distance.

Le pic de précarisation pourrait également contribuer à renverser le paradigme et à stimuler une nouvelle direction sur la manière d'assurer un travail significatif pour tous. Si les dirigeants et les professionnels des ressources humaines peuvent faire évoluer les meilleures pratiques humaines déployées dans le secteur formel, pour servir également l'économie informelle, cela peut ouvrir de nouvelles voies pour stimuler l'autonomisation économique et la vie.

Cela appelle à appliquer les normes sur la dignité humaine au travail, telles qu'articulées par l'Organisation internationale du travail et les lois du travail nationales, à la manière dont toutes les personnes dans le cycle de travail sont traitées.

Le travail en général sert un objectif plus important que simplement gagner un revenu, mais peut également fournir un sens et un but, un lien social, un statut et une structure. Les chefs d'entreprise peuvent donc contribuer à un leadership responsable tout au long de la chaîne de valeur dans l'écosystème complet du travail.

Ce qui compte, ce sont des personnes engagées et efficaces qui peuvent s'épanouir sous un leadership responsable dans une culture de soutien. L'emplacement, tel qu'influencé par la compréhension de la perturbation, devrait faciliter la collaboration et l'engagement, et faire correspondre les résultats attendus avec les travailleurs et leur emplacement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Prévention des risques professionnels

La CNSS aux côtés des entreprises

Au Togo, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) mène une série d'activités pour ancrer la culture de la prévention des risques professionnels au sein des entreprises.

• Joël YANGLLO

Impact de la COVID 19 sur les activités de prévention des risques professionnels des organismes nationaux de Santé et Sécurité au Travail dans l'espace IAPRP ». Ainsi se décline le thème de l'édition 2021 de la Journée africaine de la prévention des risques professionnels (JAPRP) sous la houlette de l'Interafricaine

de la Prévention des Risques Professionnels (IAPRP) dont est membre le Togo à travers la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Nul n'ignore que la crise née de la COVID 19, a induit, pour l'ensemble des entreprises installées sur le territoire togolais, la nécessité de renforcer leurs dispositifs en matière de sécurité et santé au travail en vue de prévenir

et protéger les travailleurs contre cette pandémie mondiale. Dès le début de cette crise sanitaire, la CNSS a mené une multitude d'activités d'information, de sensibilisation et de prévention pour rapidement endiguer ce fléau qui décime, de par le monde, la force de travail et menace la productivité, la croissance et le développement. Se référant par anticipation au



thème principal retenu par l'IAPRP pour la célébration cette année de la journée africaine de la prévention des risques professionnels, la CNSS lançait, en août 2020 déjà, une évaluation prospective pour analyser les dispositifs de sécurité et santé au travail dans les entreprises. Il s'agissait très spécifiquement pour les enquêteurs déployés à cet effet sur l'étendue du territoire national de décrire le système de sécurité mises en place par les entreprises, de décrire les mesures mise en place par les entreprises pour protéger les travailleurs, de recenser les bonnes pratiques dans le cadre de la protection des travailleurs et de déterminer les facteurs de l'absence de dispositifs et mesures de santé et sécurité au travail dans certaines entreprises. Les enquêteurs devaient également analyser les besoins en protection de la sécurité et santé des travailleurs au regard des directives du BIT et de l'OMS et faire des recommandations à intégrer à la réponse à court, moyen et long termes à la COVID-19. Un total de 104 entreprises a été ainsi évalué dans le grand Lomé et ce programme d'évaluation a été implémenté à l'intérieur du pays dans 30 entreprises par région économique pour un total non exhaustif de 150 entreprises.

Renforcement des capacités en prévention des risques professionnels

Pour faire écho à l'une des pertinentes recommandations issue de cette évaluation, la Caisse Nationale Sécurité Sociale, avec le soutien de ces partenaires du ministère du travail et l'accompagnement du Bureau International du Travail (BIT), a lancé, courant le mois de mars 2021, en quatre sessions d'une semaine chacune, un programme de renforcement des capacités en prévention des risques professionnels pour les corps de métiers d'entreprises impliqués dans la gestion de la sécurité et santé au travail. Ce programme de formation étalé sur les mois de mars et d'avril 2021 et dont la dernière session s'est ouverte le 04 mai 2021, au lendemain de la célébration, le 30 avril, de la journée africaine de la prévention des risques professionnels, poursuit pour objectifs de permettre aux acteurs de maîtriser les dispositions juridiques qui encadrent la mise en œuvre des mesures de sécurité et santé au travail, de planifier le suivi de la mise en œuvre de ces mesures, de connaître la composition et les missions d'un comité de sécurité et santé au travail, de maîtriser l'identification des facteurs et l'évaluation des risques et de savoir hiérarchiser les risques et les mesures de prévention. Les apprenants sauront également l'intérêt et les étapes de la mise en place d'un document unique d'évaluation des risques, les

mesures à mettre en œuvre pour protéger les travailleurs en cas de crise sanitaire, les facteurs de stress en milieu du travail et leur gestion aussi bien individuelle que collective. Le programme a attiré un total de 120 participants (Chargés d'hygiène, de sécurité et environnement, infirmiers du travail et médecins d'entreprise, responsables des ressources humaines, chefs d'ateliers etc.) en provenance d'une quarantaine d'entreprises.

Mettre en place un Comité de Sécurité et Santé au Travail

Au terme de cette formation, chaque entreprise doit pouvoir conduire un processus cohérent d'information, d'éducation et de formation qui aboutisse à la mise en place d'un programme et à l'opérationnalisation d'un Comité de Sécurité et Santé au Travail ainsi qu'à l'élaboration du document unique d'évaluation des risques en prenant en compte le risque lié à la COVID-19. La CNSS, pour la suite, mettra à contribution l'ensemble de son corps de préventeurs pour, à travers des visites d'entreprise, accompagner les apprenants dans la mise en œuvre opérationnel des acquis en réponse au souhait de l'IAPRP en ce qui concerne le partage des bonnes pratiques en matière d'activités de prévention.

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Activités physiques et sportives

Une nouvelle législation sur la pratique du sport

Le Togo se dote d'une nouvelle législation sur la pratique et la promotion du sport. Les députés ont adopté, mardi 04 mai 2021, le projet de loi fixant les règles d'organisation, de développement et de promotion des activités sportives. C'était en présence de la ministre en charge des sports Dr Lidi BESSI-KAMA.



● La ministre en charge des sports Dr Lidi BESSI-KAMA

● Vivien ATAKPABEM

Le monde des sports au Togo dispose désormais d'un nouveau cadre législatif, destiné à booster la pratique des activités physiques et sportives sur tout le territoire. L'assemblée nationale a adopté mardi le projet de loi fixant les règles d'organisation, de développement et de promotion de ces activités. Le nouveau texte, riche de 67 articles, est une révision de la charte de 2011 qui était devenue totalement inadaptée face aux évolutions et aux nouvelles ambitions du pays. Entre autres retouches, elle introduit surtout trois grandes innovations : le transfert de la tutelle de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS) aux ministères chargés de l'éducation nationale, le rattachement définitif de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) à l'Université de Lomé, et la création de deux nouvelles fédérations (respectivement pour les sports scolaires et les sports universitaires), en remplacement de l'ancienne fédération (FETOSSU) qui regroupait les deux. En outre, la législation renouvée insiste également sur la professionnalisation, fait la part belle au sport amateur, et

promeut le sport pour tous, notamment sur les lieux de travail et pour les personnes handicapées. « L'introduction de ces innovations est portée par l'engagement de faire du sport, un levier d'inclusion et de développement socioéconomique du Togo », a expliqué le ministre des sports, le médecin-Commandant Lidi Bessi-Kama lors du vote au Parlement. Pour elle, l'adoption de ce nouvel outil doit « inaugurer un nouveau départ », « permettre à la jeunesse togolaise d'écrire de nouvelles pages » du sport national, et rendre les « sportifs togolais de plus en plus compétitifs » afin de « pro-

curer d'intenses moments de communion et de joie au public sportif ». Le médecin-Commandant Lidi Bessi-Kama rends un vibrant hommage au Chef de l'État, Faure Gnassingbé pour sa ferme volonté de doter le monde des sports au Togo d'un nouveau cadre législatif, afin de booster la pratique des activités physiques et sportives. Cette nouvelle loi dont l'avant-projet a été proposé par le ministère des sports, vient remplacer la loi n°2011-017 du 16 juin 2011. Aujourd'hui, le sport se révèle comme un outil économique pour promouvoir les objectifs de paix et de développement au Togo.



Agriculture

Cinq sites vont abriter les usines de fabrication de gari

Le Togo compte accroître sa production agricole afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Pour y parvenir, le gouvernement s'est lancé dans l'agro-industrie, inscrit dans le Plan National de Développement (PND). Ainsi, cinq sites sont sélectionnés pour des usines de fabrication de la farine de manioc.

● Eyram AKAKPO

Le Togo dans les jours à venir pourra produire en quantité industrielle la farine à base du manioc, communément appelée Gari. Jusqu'à ce jour, la fabrication de cette farine est encore à l'étape traditionnelle. D'où la nécessité de la moderniser. Pour ce faire, le MIFA (Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques) dans le cadre dudit projet dans la préfecture de Vo, a renforcé les capacités des transformateurs sur les meilleures méthodes de transformation du manioc en farine adaptée au marché international. Sur les 5 sites sélectionnés pour abriter les usines de transformation dans la préfecture de Vo, les travaux avancent à grand pas. « Les usines de fabrication de gari dans la préfecture de VO vont



bientôt être opérationnelles. Les machines sont enfin arrivées et sont en train d'être installées dans les 5 sites choisis dans la préfecture », a indiqué une source officielle, à nos confrères d'Horizon-News. En janvier 2020, lors d'un déplacement du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé à Akoumapé dans le village de Gnita, on apprenait qu'une première unité de 50 millions FCFA devrait être implantée dans la localité où des cen-

taines de femmes transforment du manioc en ses produits dérivés, notamment le gari. Selon l'ancien ministre en charge de l'agriculture, Noel Koutéra Bataka, au Togo, on estime la production annuelle du manioc à 900.000 tonnes, avec un excédent de 400.000 tonnes. Le gari au Togo, fait partie des meilleures alimentations prisées.

Sécurité et sûreté aériennes

Le Togo veut « continuer et aller plus loin »

Quelques jours après le récent audit accréditant le niveau de sécurité et de sûreté à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) supérieur à la moyenne mondiale, le Togo envisage un nouveau chantier visant à améliorer le dispositif réglementaire existant.

D'après Akodah Ayewouadan, l'un des Porte-paroles du gouvernement togolais, ce nouveau projet est le « fruit d'une réflexion selon laquelle nous venons d'être expertisés et il y a eu un résultat en termes de certification ». Et si « la conclusion que l'on peut en tirer est que le pays est particulièrement bien coté en termes de sécurité de la navigation aérienne », le ministre togolais de la communication estime qu'«il faut continuer et aller plus loin». Une communication présentée lors du récent Conseil des Ministres « avait pour objectif de faire le tour des textes applicables au domaine et de la sûreté et



de voir dans quelle mesure nous pourrions améliorer davantage l'existant et continuer d'occuper des classements intéressants dans les rankings internationaux », avait souligné le ministre du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé. En rappel, les experts de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) ont fait des

recommandations au pays à l'issue de l'audit, relativement à des actions correctives à mener. Le Togo ambitionne à l'horizon 2025, de devenir un hub logistique de premier plan dans la sous-région, grâce notamment à l'Aéroport international de Lomé.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
Populationdata	
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)
CNC	
Pib/hab :	672 Dollars US
populationdata	
Taux d'inflation :	1,7 (2019)
CNC	
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)
BCEAO	
Dette publique :	72% du Pib (2018)
FMI	
Taux de chômage :	3,4% (2015)
PNUD	
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)
MEF	
Notation financière :	« B » (Mai 2019)
Standard & Poor's	
IDH :	0,503 / 1 (2017)
Populationdata	

**AVIS D'APPEL A CANDIDATURES**

Africsearch Togo recrute pour le Comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé dans le cadre du renforcement de son équipe :

**UN SECRETAIRE EXECUTIF (H/F)****MISSIONS**

Le Secrétariat Exécutif est la cheville ouvrière du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé. Sous l'autorité du Président du comité technique de concertation, le Secrétariat Exécutif est l'organe de coordination technique et de gestion administrative et financière.

ACTIVITES SPECIFIQUES :

De façon spécifique, le Secrétaire Exécutif est chargé de :

- Préparer les dossiers techniques à soumettre au comité technique de concertation ;
- Faire la synthèse des travaux effectués par le Comité technique de concertation et les groupes de travail ;
- Exécuter et suivre les décisions prises par le conseil de concertation ;
- Préparer les dossiers inscrits à l'ordre du jour des travaux du Conseil de concertation, du Comité technique de concertation et des groupes de travail ;
- Elaborer un projet de budget soumis à l'approbation du conseil de concertation, après avis du Comité technique de concertation ;
- Assurer la communication interne et externe du Comité de concertation ;
- Participer au suivi des indicateurs du climat des affaires ;
- Elaborer l'indicateur sur le niveau de satisfaction du secteur privé dans ses rapports avec les administrations publiques ;
- Exécuter toutes autres tâches qui lui seront confiées.

RESULTATS ATTENDUS :

- Les dossiers techniques à soumettre au Comité technique de concertation sont préparés ;
- Les synthèses des travaux effectués par le Comité technique de concertation et les groupes de travail sont faites ;
- Les décisions prises par le Conseil de concertation sont exécutées et suivies ;
- Le projet de budget soumis à l'approbation du Conseil de concertation, après avis du Comité technique de concertation, est élaboré ;
- La stratégie de communication interne et externe du Comité de concertation est élaborée ;
- Les indicateurs sur le niveau de satisfaction du secteur privé dans ces rapports avec l'administration publique sont élaborés et ceux du climat des affaires sont suivis.

QUALIFICATIONS & COMPETENCES

Le candidat doit être titulaire d'au moins un Master (ou un diplôme universitaire équivalent à BAC+5) en Sciences Economiques, Sciences de Gestion, Sciences juridiques, Sciences Sociales ou tout autre domaine jugé pertinent.

Il doit être âgé de 55 ans au plus à la date de dépôt des dossiers de candidature.

Expérience professionnelle générale

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins sept (7) ans dans la gouvernance des organisations publiques ou privées dont cinq (5) ans à un poste de direction ou dans un rôle de leadership. Il doit être capable de gérer une équipe pluridisciplinaire et de veiller à la gestion efficace des ressources humaines et financières.

Expérience professionnelle spécifique

Plus spécifiquement, le Secrétaire Exécutif doit avoir :

- Une bonne connaissance du secteur privé national, régional et celui de l'administration publique et des organisations régionales et sous régionales ;
- Une excellente connaissance des enjeux économiques mondiaux ;
- Une bonne connaissance des enjeux et défis du développement du secteur privé ;
- Une bonne expérience en planification stratégique et opérationnelle ;
- Une excellente connaissance du secteur industriel, de l'agriculture et des services ;
- Une bonne capacité de communication orale et écrite afin d'assurer une meilleure visibilité des actions du Comité de concertation ;
- Une bonne qualité d'analyse et une excellente capacité de créativité et d'innovation ;
- Une parfaite maîtrise de la langue française (la maîtrise de l'anglais sera un atout).

Pour postuler

Les personnes intéressées sont invitées à envoyer leur CV contenant les références de trois (03) personnes pouvant attester de la compétence du candidat, lettre de motivation adressée au Président du Comité de concertation (2 pages maximum), copie des diplômes à partir du BAC et une note de compréhension des présents termes de référence (2 pages au maximum) ainsi qu'une copie de la pièce d'identité à l'adresse infotg@africsearch.com en indiquant les références du poste à pourvoir. Date limite de dépôt des candidatures, le jeudi 13 Mai 2021 à 18 H 00 H TU

N.B. : Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s par téléphone ou par e-mail. Retrouvez le descriptif du poste sur www.africsearch.com

Santé en Afrique

ABCHealth et la CEA annoncent un partenariat

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Coalition des entreprises africaines pour la santé (ABCHealth) ont signé un partenariat pour développer deux initiatives clés à savoir le rapport sur les soins de santé et la croissance économique en Afrique (HEGA 2) et l'Initiative pharmaceutique ancrée dans la « Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) » en Afrique de l'Ouest. Les deux initiatives seront exécutées conjointement.

● Nicole ESSO

Le partenariat entre les deux organisations repose sur la conviction que chaque Africain a un droit indéniable à des soins de santé de qualité, accessibles et abordables. La relation entre la santé et la croissance économique a été effectivement démontrée par les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, et il est maintenant clair qu'une plus grande participation du secteur privé est nécessaire pour soutenir les efforts des gouvernements en matière de santé. La deuxième édition de la santé et la croissance économique en Afrique (HEGA 2) fait suite au rapport HEGA 1 qui a analysé une direction stratégique pour les pays africains afin de mieux s'engager avec le secteur privé de la santé pour accélérer les améliorations en matière de santé. Le rapport a examiné les défis de la santé en Afrique et mis

en évidence les opportunités pour le secteur privé. Le rapport a été lancé en février 2019 en marge du 32ème Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba. HEGA 2 vise à tirer parti de l'innovation et à étendre l'accent sur la construction de systèmes de santé nationaux résilients à l'ère post-COVID-19. La publication proposera des solutions politiques solides fondées sur des preuves afin de renforcer et construire des infrastructures de santé et de soins de santé résilients sur le continent. L'Initiative pharmaceutique ancrée dans la ZLECAf en Afrique de l'Ouest, est le plan pour la production locale de médicaments et d'équipements médicaux à travers l'Afrique de l'Ouest. L'initiative se concentre sur le renforcement de l'offre du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest en mobilisant des investissements et des capi-



taux visant à développer la production nationale selon les normes et la qualité acceptées à l'échelle internationale. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement des travaux menés par la CEA en collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et certains pays, qui implique un plaidoyer en faveur de la production locale de médicaments destinés aux mères et aux enfants ; l'achat groupé de ceux-ci ; et la garantie d'une harmonisation de la réglementation et des normes de qualité des médicaments et des pro-

duits. En ce qui concerne ce partenariat, Aliko Dangote, co-Fondateur d'ABCHealth, note que « Avec la coalition qu'ABCHealth est en passe de construire à travers le continent, les chefs d'entreprise et philanthropes responsables disposeront d'une plate-forme qui leur permettra de faire des investissements durables et à grande échelle dans la santé qui transforment les économies africaines et ses populations ». Aigboje Aig-Imoukhuede, Président d'ABCHealth, déclare : « Nous sommes convaincus de l'impact que ce partenariat aura sur le continent. Nous sommes fer-

mement convaincus qu'avec la collaboration des secteurs public et privé, combinant la volonté politique et les connaissances commerciales, le secteur de la santé en Afrique peut être construit au point où il fournira des soins de santé abordables aux Africains de manière équitable ». Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la CEA, déclare : « Investir dans la santé n'est pas seulement un bien social, c'est aussi une bonne analyse de rentabilité. Avant la pandémie de COVID-19, les opportunités commerciales dans le secteur de la santé et du bien-être en Afrique étaient estimées à

259 milliards de dollars d'ici 2030, avec le potentiel de créer 16 millions d'emplois. L'industrie pharmaceutique à elle seule était estimée à 60 milliards de dollars américains en 2020 et continue de croître. L'Initiative pharmaceutique, ancrée dans la ZLECAf, représente des opportunités lucratives d'investissement et d'innovation du secteur privé qui changeront des vies, réduiront la pauvreté et contribueront au développement économique inclusif et durable de l'Afrique ». Mories Atoki, PDG d'ABCHealth déclare : « Le secteur de la santé en Afrique est sur le point de connaître un changement important en raison de l'intérêt croissant que les parties prenantes essentielles des secteurs privé et public manifestent en termes d'amélioration des résultats dans le domaine de la santé et d'amélioration des moyens de subsistance ».

Subvention

L'AFD met en place le Fonds d'innovation pour le développement

Un nouveau fonds d'innovation pour le développement (FID) a été mis en place par l'Agence Française de Développement, depuis décembre 2020, a rappelé, mardi, l'AFD.



Les financements sont accordés suivant des modalités flexibles. Plusieurs niveaux de subvention sont mis en place et tiennent compte de l'ensemble des stades de mise en œuvre de l'innovation, de la préparation du projet (jusqu'à 50 mille euros), à la phase pilote (jusqu'à 200 mille euros), à la mise en œuvre (jusqu'à 1,5 million d'euros), jusqu'au passage à l'échelle généralisée (jusqu'à 4 millions d'euros). Les candidatures doivent être déposées via le portail en ligne du FID accessible à l'adresse suivante : fundinnovation.dev/formulaire-de-candidature. Le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) est une initiative visant

à soutenir les innovations qui contribuent à réduire la pauvreté et les inégalités dans le monde. Il donne la priorité à toute solution qui, passée à grande échelle, détient le potentiel de favoriser le développement d'une façon plus efficace, rapide ou rentable que les approches existantes. Cela comprend, par exemple, de nouvelles approches pour améliorer l'accès aux biens et services essentiels, des innovations de processus ou managériales, des améliorations des services publics qui en facilitent l'accès et en renforcent les résultats, ainsi que de nouvelles technologies ou de nouvelles applications de technologies existantes. Mais les nouvelles approches « basse technologie » conçues

pour être utiles, durables et accessibles et qui peuvent dans les faits avoir un impact considérable sur la vie des plus pauvres seront aussi éligibles. Plus généralement, le FID s'ouvre à des innovations portant sur l'éducation, la santé, le changement climatique et l'égalité de genre. Il cible tous types de structures, actives dans les pays qualifiés à revenu faible et intermédiaire : institutions de recherche, gouvernements, ONG, entreprises privées, etc. Le FID encourage tout particulièrement les approches de partenariats, en consortium.

Avec africanmanager.com

La Chine est le premier client avec 38% des exportations

Le coton camerounais maintient son rythme de progression continue sur les dernières saisons et les pays asiatiques confortent leur place de premier débouché de la fibre.



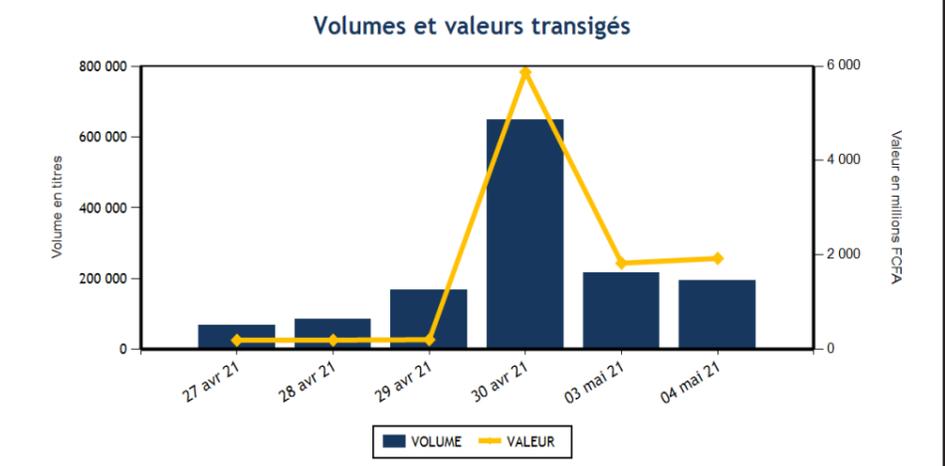
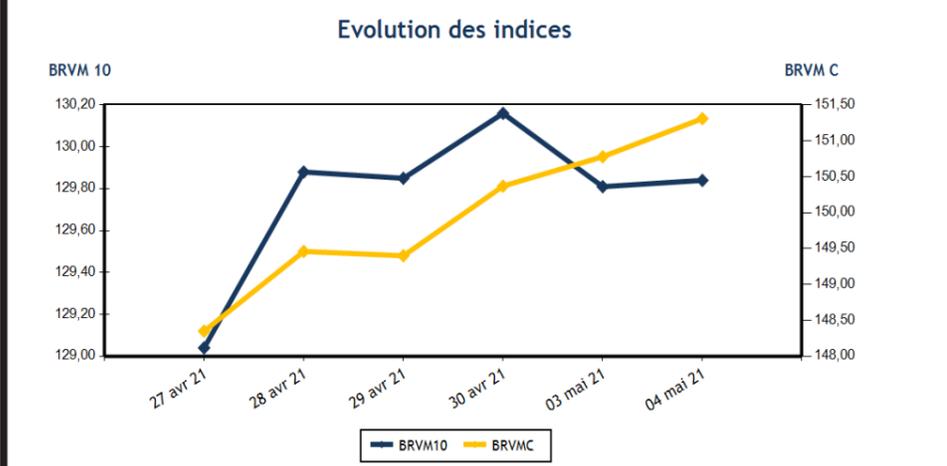
Au cours de la campagne cotonnière 2020-2021, qui s'achève dans les prochains jours, la Société de développement du coton (Sodecoton) devrait afficher une nouvelle production record de 350 000 tonnes, en hausse de plus de 20 000 tonnes par rapport à la campagne précédente (328 000 tonnes), apprend-on de sources internes à l'entreprise. Comme à l'accoutumée, la majeure partie de la fibre issue de cette production de coton-graine sera exportée vers les pays d'Asie, notamment la Chine qui est depuis de longues années la principale destination du coton camerounais, avec

38% des exportations de ce produit de rente, souffle une source autorisée à la Sodecoton, unité agro-industrielle à capital mixte qui encadre environ 200 000 producteurs dans les régions septentrionales du Cameroun. D'autres pays tels que le Bangladesh, le Vietnam, ou encore l'Indonésie font aussi partie des importateurs de l'or blanc camerounais, précise Investir au Cameroun. Selon l'Institut national de la statistique (INS), l'empire du Milieu est le principal client du Cameroun depuis quelques années. En 2019, par exemple, ce pays d'Asie a accueilli 18,4% (22% en 2018) des exportations ca-

merounaises, contre respectivement 12,2% et 11% pour l'Italie et l'Inde, qui complètent le trio des clients du Cameroun. Cette année-là, détaille l'INS, les produits camerounais exportés vers la Chine étaient essentiellement constitués des huiles brutes de pétrole (56,7%), du gaz naturel liquéfié (23,6%), du bois brut (9,1%), du bois scié (5,2%) et du coton brut (3,4%). Ces cinq produits représentaient, à eux seuls, révèlent les données de l'INS, 98% des exportations du Cameroun en direction de l'empire du Milieu.

Avec ecomnewsafrique.com

BRVM 10	129,84	 BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE N° 86 mardi 4 mai 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	151,31
Variation Jour	↑ 0,02 %		Variation Jour	↑ 0,35 %
Variation annuelle	↓ -0,79 %		Variation annuelle	↑ 4,09 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 553 479 254 691	0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	188 619	68,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 866 364 610	134,71 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 300 906 052 547	0,02 %
Volume échangé	5 917	-94,32 %
Valeur transigée (FCFA)	58 856 844	-94,28 %
Nombre de titres transigés	7	133,33 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	500,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	4 675	7,47 %	107,78 %
SAFCA CI (SAFC)	220	7,32 %	-21,43 %
NESTLE CI (NTLC)	1 175	7,31 %	267,19 %
SETAO CI (STAC)	445	7,23 %	58,93 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 790	7,21 %	8,29 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	950	-7,32 %	-23,39 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 500	-6,67 %	-6,67 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	415	-4,60 %	15,28 %
SAPH CI (SPHC)	2 510	-3,46 %	79,29 %
TOTAL SN (TTLS)	1 300	-2,99 %	-27,78 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	50,53	2,33 %	39,39 %	10 725	15 851 000	11,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	434,50	1,29 %	5,85 %	141 053	1 786 100 385	8,85
BRVM - FINANCES	15	58,39	-0,65 %	-2,67 %	17 763	41 840 975	10,98
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	0,36 %	-12,60 %	1 039	1 373 250	5,46
BRVM - AGRICULTURE	5	140,74	1,29 %	62,63 %	4 151	8 720 750	9,24
BRVM - DISTRIBUTION	7	206,18	-1,62 %	-8,94 %	13 546	12 326 060	10,45
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	549,08	7,23 %	58,93 %	342	152 190	2,58
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,28	
Taux de rendement moyen du marché	7,56	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,12	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	172 700,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 084 290 861,86	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,62	
Ratio moyen de satisfaction	36,63	
Ratio moyen de tendance	5 893,52	
Ratio moyen de couverture	1,70	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	4,87	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Etude

Le marché des jeux vidéo pèse plus de 300 milliards de dollars

L'industrie du jeu pèse désormais plus lourd que celles combinées de la musique et du cinéma selon une étude publiée jeudi.

Le marché des jeux vidéo représente plus de 300 milliards de dollars de recettes au niveau mondial et voit sa croissance dopée par l'impact de la pandémie et l'essor des jeux mobiles, selon une étude publiée jeudi par le cabinet de conseil Accenture. L'industrie vidéoludique pèse désormais plus lourd que celles combinées de la musique et du cinéma, souligne cette étude, qui a été réalisée auprès de 4000 joueurs dans quatre des plus gros marchés mondiaux (Chine, Japon, Royaume-Uni, Etats-Unis). «L'émergence de nouvelles plateformes de jeu et l'évolution de la démographie font que les entreprises de jeux vidéo sont de moins en moins centrées sur le produit et de plus en plus centrées sur l'expérience», indique Seth Schuler, responsable de l'industrie des logiciels et des plateformes chez Accenture. «L'industrie doit trouver un équilibre entre les besoins de ses nouveaux adeptes, qui se soucient profondément de



leurs interactions en ligne, et les attentes de leurs joueurs les plus loyaux qui restent les clients les plus lucratifs», ajoute-t-il. Le marché des jeux vidéo compte 2,7 milliards de joueurs sur la planète et a grossi de 500 millions d'utilisateurs au cours des trois dernières années. Il devrait continuer de gonfler, gagnant 400 millions de joueurs d'ici à fin 2023. Parmi les nouveaux arrivants, 60% sont des femmes, 30% ont moins de 25 ans et un tiers d'entre eux se définissent comme «non blancs». Ces «gamers» apprécient tout particulièrement les

possibilités offertes par les jeux mobiles. Les joueurs de longue date sont en revanche majoritairement des hommes blancs de plus de 25 ans. De nombreux participants à l'enquête ont souligné que les jeux vidéo les aidaient à rencontrer des personnes partageant les mêmes centres d'intérêt, une tendance qui s'est renforcée avec la pandémie. Une majorité des personnes sondées ont aussi indiqué qu'elles jouaient pour rester en contact avec leurs amis, s'en faire de nouveaux ou trouver une communauté qui leur correspond.

(AFP)

Allemagne

Une femme pour la première fois à la tête d'un grand groupe

Au moment où le pays discute de quotas dans les directions, le laboratoire Merck est devenu la première grande entreprise allemande à nommer à sa tête une femme.

Le laboratoire Merck est devenu ce week-end la première grande entreprise allemande à nommer à sa tête une femme, l'Espagnole Belén Garijo, au moment où le pays discute de quotas dans les directions des groupes nationaux. «Pour moi, il est plus important de ne pas être la dernière femme à la tête d'une entreprise du Dax», l'indice vedette de la Bourse Francfort, «que d'être la seule», confiait récemment cette médecin de formation, âgée de 60 ans, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. Entreprise familiale installée à Darmstadt, au sud de Francfort, Merck n'a jamais connu de patron féminin en 350 ans d'existence. Belén Garijo succède à Stefan Oschmann, 63 ans. Cette mère de deux enfants, supportrice du club de football Real Madrid, prend les rênes d'un groupe solide financièrement – il a dégagé l'an dernier un bénéfice net de près de 2 milliards d'euros – et à l'avant-garde de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Il est ainsi fournisseur de fabricants de vaccins tels que l'alliance Biontech-Pfizer et Belén Garijo a dit ce weekend vouloir encore aug-



• Le laboratoire Merck est fournisseur de fabricants de vaccins tels que l'alliance Biontech-Pfizer.

menter les livraisons dans les mois qui viennent.

Opposée aux quotas
La responsable dit devoir sa nomination uniquement au fait d'avoir travaillé «dur» tout au long de sa carrière et d'avoir saisi les opportunités «quand elles se présentaient». Si les rares femmes siégeant dans les états-majors des groupes allemands coiffent le plus souvent des fonctions de ressources humaines ou juridiques, qui ne les positionnent pas idéalement pour accéder à la direction suprême, Belén Garijo s'est rapidement imposée. Elle a tenu la barre du pôle santé de Merck et, avant de faire son entrée en 2011 dans le groupe, elle avait dirigé les opérations européennes de Sanofi-Aventis

(aujourd'hui Sanofi). Aussi, Belén Garijo rejette l'idée en débat de quotas de femmes, se disant «contre toute forme de discrimination, y compris la discrimination positive». Selon un projet de loi sur lequel le parlement allemand doit encore se prononcer, au moins une femme devra obligatoirement siéger dans les directoires des grandes entreprises comptant plus de trois membres. Soixante-treize entreprises seraient concernées par le changement de règle, dont trente-deux ne comptent actuellement aucune femme dans leur instance de direction, selon le ministère allemand de la Famille. La date butoir de fin décembre 2025 est avancée.

(AFP)

Economie

A l'inverse de ses voisins européens, ça repart en France

Début 2021, l'économie française a entamé son redressement contrairement aux autres grandes économies européennes.



À contre-courant de ses voisines européennes, l'économie française a entamé son redressement début 2021, après avoir été terrassée par l'épidémie de Covid-19 l'an dernier, mais les restrictions sanitaires ont continué de peser sur l'activité et le gouvernement espère une reprise plus franche avec la vaccination et le déconfinement. Au premier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) a légèrement rebondi, avec une croissance de 0,4% par rapport au trimestre précédent, selon une première estimation publiée vendredi par l'Insee. La France s'inscrit clairement à contre-courant des autres grandes économies européennes, l'Allemagne (-1,7%), l'Espagne (-0,5%) et l'Italie (-0,4%) ayant vu leur PIB se contracter au premier trimestre. Dans son ensemble la zone euro se contracte de 0,6%. Cela s'explique surtout par une évolution différente de la pandémie, ces pays ayant moins souffert que la France en fin d'année 2020, avant d'être contraints d'adopter des mesures plus restrictives début 2021. Mais loin de la reprise dynamique à l'oeuvre aux Etats-Unis (+6,4%) grâce à la relance massive engagée par Joe Biden, le rebond français reste «limité», souligne l'Institut national de la statistique, le PIB se situant encore 4,4% sous son niveau de fin 2019.

Consommation des ménages

«C'est un trimestre qui reste

très marqué par les restrictions sanitaires, qui se sont durcies au fil des mois», a souligné à l'AFP Julien Pouget, chef du département conjoncture de l'Insee. Le ministre des Comptes publics Olivier Dussopt a lui salué sur Twitter des chiffres «encourageants», signe de la «résistance» de l'économie et de «l'efficacité» des mesures de soutien et de relance prises par le gouvernement. Après le recul de 1,4% du PIB enregistré au dernier trimestre 2020, la reprise de l'économie vient notamment du léger redressement de la consommation des ménages (+0,3%), même si elle est toujours contrainte par les restrictions sanitaires (couvre-feu, fermeture des grands centres commerciaux, des restaurants, des lieux culturels...). Sur le trimestre, elle se situe d'ailleurs encore très en dessous (-6,4%) de son niveau d'avant-crise, souligne l'Insee. Mais cette reprise «timide, sans phénomène de désépargne à ce stade, donne une idée du potentiel de rebond» une fois les contraintes levées, selon Emmanuel Jessua, économiste à l'Institut Rexecode. La «très bonne surprise» vient de l'investissement des entreprises qui a accéléré en début d'année, selon Selin Ozyurt, économiste chez Euler Hermes. «Grâce notamment aux aides de l'Etat, les entreprises ont pu renforcer leur trésorerie et cela permettra de soutenir le rebond de l'économie dans les prochains mois», explique-t-elle à l'AFP. Du côté de la production, l'activité est surtout tirée par la

construction (+4,2%), tandis que la production de biens est repartie à la baisse. «Le début d'année a été très perturbé, avec des problèmes de fret maritime, les pénuries de matières premières et de semi-conducteurs dans l'automobile», explique Selin Ozyurt.

Déconfinement en ligne de mire

Globalement, la production totale (services, industrie, construction) se rapproche légèrement de son niveau d'avant crise, avec un écart de -4,3%. Mais les disparités sectorielles demeurent, avec des services marchands très pénalisés par les restrictions et qui restent davantage éloignés de leur niveau d'avant crise. Enfin, «point noir» du trimestre, selon Emmanuel Jessua, le net repli des exportations au premier trimestre, pénalisées par les perturbations dans l'industrie et par le Brexit en tout début d'année. Même si le deuxième trimestre s'annonce encore en demi-teinte, avec un mois d'avril et une partie du mois de mai marqués par le reconfinement, le calendrier du déconfinement annoncé jeudi par Emmanuel Macron laisse entrevoir une accélération de la reprise. D'autant que l'exécutif a assuré qu'il maintiendrait encore plusieurs mois les aides aux secteurs en difficulté, gonflant aussi le coût de la crise pour l'Etat.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez à faire face à des difficultés d'ordre financier. Il vaudrait mieux différer certains achats non urgents ou pas vraiment indispensables. Méfiez-vous de vos envies actuelles : certaines d'entre elles se révéleront passagères ou tout à fait futiles.

Taureau Les bons aspects de Jupiter vous permettront d'effectuer d'excellentes opérations financières et faire fructifier vos ressources personnelles. Vous aurez des idées de génie concernant les placements.

Gémeaux Il est temps que vous vous montriez plus économe, sinon vous devrez constamment courir après votre budget. "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur). Cela dit, n'hésitez pas à vous payer un cours privé ou un stage onéreux pour parfaire ou améliorer vos qualifications professionnelles ; il s'agit là d'un investissement des plus profitables.

Cancer Vous n'aurez pas froid aux yeux. Vous serez plutôt excité à l'idée de prendre des risques. Ce qui ne vous empêchera pas de garder la tête sur les épaules et de savoir réaliser de bonnes transactions financières et des placements sûrs. De plus, misez au Loto : la chance sera peut-être de votre côté cette fois-ci ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Lion Aujourd'hui, les astres prescriront le succès aux affaires d'argent. En particulier, les activités comportant l'achat ou la vente ou se rapportant à une promotion seront favorisées.

Vierge Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaît toujours de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté aujourd'hui, grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention cependant à ne pas continuer dans cette voie : "On se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon) !

Balance Il est possible que vous ayez aujourd'hui l'occasion de modifier votre équilibre budgétaire. Pour certains, c'est même un changement important qui pourra intervenir : des gains imprévus sont possibles ; ou au contraire une diminution de vos revenus, mais qui s'accompagnera d'une diminution de vos dépenses, ce qui fait que vous vous y retrouverez.

Scorpion Vous ressentirez une fringale de dépenses. Vous voudrez tout : changer de look, transformer de fond en comble la décoration de votre intérieur, acquérir une nouvelle voiture... Et la liste n'est nullement limitative ! Achetez ce que vous voulez, mais rien à crédit, sinon vous connaîtrez bientôt de sérieuses difficultés qui assombriront vos jours.

Sagittaire Les influences peu fastes d'Uranus produisent fréquemment des scandales, des faillites amenant le déshonneur ou la ruine. Un avertissement aux natifs qui veulent vivre au-dessus de leurs moyens !

Capricorne Mercure en cet aspect devrait vous aider à améliorer vos revenus, ou du moins à équilibrer votre budget. Ce sera le moment ou jamais pour prendre rendez-vous avec votre banquier et voir avec lui comment vous pourriez mieux exploiter vos comptes. Si vous avez de l'argent à placer, faites confiance à votre flair : il vous permettra de trouver les bons plans.

Verseau Pluton en aspect dysharmonique pourra avoir une incidence sur votre niveau de vie. Dans quelques cas, en raréfiant vos revenus. Pour la plupart d'entre vous, en se contentant de vous inciter à gérer très sagement votre budget. Quelques natifs décideront de diminuer notablement leur train de vie pour des raisons idéologiques ou écologiques.

Poissons Avec Jupiter en cet aspect, vous aurez davantage de chance en argent. Mais attention, vous risquez, aussi, de vous montrer très imprudent dans vos dépenses. Des propositions inattendues vous permettront de concrétiser, de façon spectaculaire, des projets lucratifs.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

AVIS DE DECES

Le Chef du village d'Agonko, Grand-Popo du Bénin
La famille MONTCHO du Togo et du Bénin
La famille SOSSOU-KISSE du Bénin
Le Chef de la famille KPODAR
Togbui AMEDON Holali Chef quartier Hedze-Kpota
Togbui KOUDEKA Kodjo, Chef du quartier Bè-Kpota Atsantsimé
Le Révérend Père Michel BADAGBOR Curé de la paroisse
Sainte Maria-Goretti de Bè-Kpota et ses vicaires et le C P P
Le Révérend Père Désiré KPODAR Administrateur de la
Cathédrale Sacré Cœur Jésus à Lomé
Les Révérendes sœurs de Sainte carole
La Chorale Jeunesse Catholique Charité de Bè-Kpota
La famille KOUTOUATI du Togo
La famille MAGBLENOU du Togo et du Bénin
La famille GERALDO du Togo

Les enfants du défunt

Mme MONTCHO-AHAMA Goussivi Léopoldine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AHOUISSOU Gbedessi Patricia, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-LAWSON-HECHELI Ayaba Honorine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-ADJAVUVU Ablavi Evelyne, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AMOUISSOU Tchotcho Reine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AFAWOUBO Goussi Victoire, son époux et leur enfant
M. MONTCHO Goudjo André ses frères, sœurs, cousins, cousines, et leurs enfants
Veuve TCHABA Chérifatou née GERALDO ses frères, sœurs, cousins, cousines et leurs enfants

Les familles : KPODAR, GERALDO, ABALO, AHAMA, AHOUISSOU, LAWSON-HECHELI, ADJAVUVU, AMOUISSOU, AFAWOUBO, AGBONAGBAN, KELLY, DOYIGAH, ABALLO-AZIANKUI, VIVO-KINI, SEGLA, KAKPO, BLUKOUTOU, BIAM, BROOHM, AMEDON, LAWSON-DJITO, GOKOUNOUS, KOUDEGNAN, MONDJI, KASSA, TOGBE, ATANLEY, AMOUZOUVI, KEKE, PUGN, COMLANVI, SEMEHA, SEKAYA, AGBOSSOU, AKPOTO, WALLACE, ADEBAYOR,

BABATUNDE, SOUBEROU, ALEMDZRODO, AMEGANVI,

Les familles parentes alliées et amies,

profondément touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très cher et regretté :



MONTCHO AGOSSOU COSME

dit **COSMAS**

Mécanicien-Conducteur d'engins lourds
à DYWITO à la retraite, survenu le 06 Avril 2021
au CHU Sylvanus Olympio
dans sa 80^{ème} année

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient

d'assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

Vendredi 07 Mai 2021

16h 00 : Messe veillée en la paroisse Sainte Maria Goretti de Bè-Kpota
18h 00 : Exposition du corps au domicile du défunt

Samedi 08 Mai 2021

08h 00 : Levée du corps
08h 30 : Oraison funèbre
09h 00 : Messe d'enterrement suivie de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota
11h 00 : Sortie de deuil

Dimanche 09 mai 2021

08 h 15 : Messe d'action de grâce en la même paroisse

Maison mortuaire

Maison du feu MONTCHO Agossou Cosme, von en face de la Pharmacie Miséricorde en allant vers la clôture de l'aéroport.

NB : Respect strict des mesures barrières

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56

Eperviers du Togo

Lidi Bessi-Kama précise les raisons qui ont motivé le choix de Duarte

La désignation du technicien portugais Paulo DUARTE à la tête de la sélection nationale du Togo suscite débats et interrogations. Devant les parlementaires le 4 mai 2021, la ministre des sports Bessi-Kama s'est prononcée sur les raisons qui ont motivé le choix du portugais suite à la démission du français Claude Le Roy.

● Eyram AKAKPO

Interpellée par le député Fiacre Atsou, sur le choix du nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo, lors du vote à l'hémicycle de la nouvelle loi fixant les règles d'organisation, de développement et de la promotion des activités physiques et sportives au Togo, la ministre des sports Lidi Bessi Kama a donné des éclaircissements sur les conditions qui ont motivé la sélection de Paulo Duarte au détriment des quatre autres retenus sur le short liste des 5, précisément au détriment d'un entraîneur togolais ou africain. A en croire la ministre, le comité technique qui a fait le choix de Duarte s'est basé sur les points suivants :

1- le diplôme d'entraîneur : à ce niveau, c'est le diplôme UEFA PRO qui a été demandé et aucun africain parmi les candidats en lice ne le détenait.

2- L'expérience professionnelle : il faut avoir qualifié une équipe nationale en quart de finale, demi-finale ou finale d'une compétition africaine ou internationale. Sur ce point, Duarte a conduit le Burkina Faso



deux fois. La première en 2008, il a été nommé manager du Burkina Faso.

C'est lors de son deuxième passage qu'il a conduit le Burkina-Faso à la troisième place à la Coupe d'Afrique des Nations 2017 au Gabon, après une victoire 1-0 contre le Ghana.

3- l'expérience en tant que ancien joueur de football de haut niveau Duarte né à Massarelos, District de Porto, a joué au football des jeunes pour Boavista F.C. local et a commencé comme senior au C.F. União de Coimbra, il a signé pour u.D. Leiria en 1988, également en deuxième division.

4- l'expérience en tant que Coach d'un club. 2006-2007, il a dirigé le club portugais de première division Leiria. Le 2 juin 2009, il est signé par

le Mans Union Club 72 sur un contrat de deux ans. Fin décembre 2015, a fait un bref passage en club avec le CS Sfaxien en Tunisie. En Septembre 2020, il a été annoncé comme le nouvel entraîneur-chef de l'équipe angolaise Primeiro de Agosto.

5- l'âge du sélectionneur, Duarte a actuellement 52 ans.

6- la connaissance du football africain. Après le Burkina-Faso, le 29 avril 2012, Duarte a été nommé entraîneur par intérim de l'équipe nationale gabonaise. Il a été limogé le 23 septembre de l'année suivante, après avoir échoué à qualifier le pays pour la Coupe d'Afrique des Nations 2013 et la Coupe du Monde de la FIFA 2014. Il a aussi entraîné deux clubs africains.

Œuvre sociale

Lancement du Projet ODI-HELP

L'Organisation pour le développement Inclusif (ODI), s'engage pour les couches vulnérables du Togo. Par son projet ODI-HELP lancé mardi 04 mai 2021 à Lomé, l'association entend renforcer son accompagnement aux veuves et orphelins les plus démunis dans le pays.

Bien qu'étant une jeune association, l'ODI travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout les plus vulnérables. Par son projet ODI-HELP, l'association entend améliorer les conditions de vie des veuves et des orphelins les plus démunis du Togo. Selon Ben Moya, Chargé à la Communication de l'ODI, les veuves éligibles au projet ODI-HELP seront financées et formées à l'identification des Activités génératrices de revenus, de sorte à leurs assurer une autonomie financière. Au-delà, le projet devra également accompagner les orphelins scolarisés à travers des cours d'appuis et soutenir ceux déscolarisés, par un accompagnement en apprentissage en fonction des besoins.

Sélection des bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet ODI-HELP, seront sélectionnés avec l'appui des CVD et CDQ qui constituent des points focaux du projet dans les différentes localités du



pays. « Nous avons des points focaux qui sont les CVD et les CDQ. Et ce sont eux qui vont identifier les véritables nécessiteux... Nous nous n'allons que travailler avec ceux qui sont dans les réels besoins », a souligné M. Moya. Selon Samir Ouro Sama, Coordonnateur du projet ODI-HELP, l'initiative part du besoin d'assurer de meilleures conditions de vie aux populations, surtout les plus vulnérables. « Pour nous, il est très important en tant que patriotes et citoyens togolais de se soucier du bien-être des populations à la base, de pouvoir contribuer à l'améliorer des conditions de vie des populations vulnérables notamment les veuves et les orphelins... Ce projet

murement réfléchi, va permettre de renforcer les différents efforts consentis par les autorités togolaises dans le cadre du Programme national de développement (PND) et de pouvoir améliorer un tant soit peu les conditions de vie des veuves et des orphelins », a-t-il relevé. A terme, il sera question d'autonomiser financièrement les veuves, d'améliorer leur condition de vie et de permettre aux orphelins scolarisés, de sortir avec des résultats plus appréciables. L'objectif étant d'améliorer les conditions de vie des populations, un appel est donc lancé aux bonnes volontés à soutenir le projet pour l'atteinte des résultats escomptés.

Avec gapola.net

Mercato

Manchester United décidé à craquer pour Harry Kane

Pour calmer des supporters particulièrement remontés, les propriétaires de Manchester United seraient décidés à dépenser une fortune pour recruter Harry Kane cet été. Et cela tombe bien, l'attaquant anglais a la tête à un départ.

Il ne fallait pas les énerver... La tentative de putsch avec la création, finalement avortée, de la Super League a déclenché une vague de protestations de la part des supporters de Manchester United. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et aujourd'hui, ils sont bien décidés à aller jusqu'au bout de leur démarche, à savoir pousser la famille Glazer à vendre le club. Dif-

férentes manifestations devraient venir troubler la quiétude du club mancunien dans les prochaines semaines, tandis que les anciennes gloires du club ont apporté leur soutien aux fans et aussi demandé au propriétaire de laisser les clés. Mais visiblement, ce n'est pas dans les plans de la famille américaine. Cette dernière compterait même continuer à faire grimper la valeur marchande de l'entité

mancunienne, achetée en 2005. Il faudra pour cela calmer la colère des supporters, les mêmes qui iront acheter les maillots et développer le business. Dans cette optique, les Glazer auraient décidé de frapper fort sur le prochain marché des transferts.

Enfin le bon timing ?

En effet, selon The Sun, les Red Devils vont frapper fort en attaquant le dossier Harry Kane (27 ans). Une offre de



● Harry Kane réalise une saison énorme avec les Spurs ©Maxppp

90 millions de livres, soit environ 105 M€, est en cours de préparation en vue du mercato estival. Il faudra au moins cela pour convaincre le pré-

sident de Tottenham Daniel Levy de lâcher sa pépite, auteur de 31 buts et 16 passes décisives toutes compétitions confondues cette saison et sous contrat jusqu'en 2024. Levy a toujours fait comprendre qu'il ne lâcherait Kane qu'à un club étranger. Problème, ce sont surtout les clubs anglais qui le courtisent... Quant à la volonté de Kane, elle s'est récemment fait jour. « Mon but en ce

moment en tant que joueur est de gagner des trophées d'équipe. Je veux gagner les plus gros prix d'équipe. Et nous ne faisons pas tout à fait ça (avec Tottenham, ndlr). C'est doux-amer, mais c'est la réalité », disait-il en recevant le prix de meilleur joueur de Premier League. Plus que jamais, Kane semble mûr pour un départ. Les planètes s'alignent pour Manchester United.

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCEA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Ecobank Transnational Incorporated

33ème Assemblée Générale Ordinaire suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire

Avis De Convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à la trente troisième Assemblée Générale Ordinaire qui sera suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Ecobank Transnational Incorporated, qui se tiendra par visioconférence le jeudi 27 mai 2021 à 10h30 GMT à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

I – Au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des Comptes
2. Affectation du Résultat
3. Renouvellement des Mandats d'Administrateurs
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
5. Renouvellement des Mandats des Commissaires aux Comptes

II – Au titre de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Modification des Statuts

En raison des problèmes de santé publique importants liés à la pandémie Covid-19, certaines restrictions ont été émises par rapport aux voyages et rassemblements publics tels que les assemblées générales. Dans l'intérêt de la sécurité de ses actionnaires, la participation aux assemblées générales de cette année se fera par visioconférence conformément aux dispositions des Statuts de la Société.

Les actionnaires souhaitant participer à la réunion qui se tiendra par visioconférence, pourront s'inscrire sur <https://ecobank.com/agm> à partir du jeudi 13 mai 2021.

Les actionnaires sont encouragés à soumettre à l'avance, le formulaire de procuration disponible sur le site Internet de la Société (www.ecobank.com), dûment rempli avec leurs intentions de vote et le déposer à Ecobank Transnational Incorporated, 2365 Boulevard du Mono, B.P. 3261 Lomé, Togo, ou l'envoyer par e-mail à AGM@ecobank.com avant la fin de la journée du 26 mai 2021.

La documentation relative aux Assemblées Générales est disponible pour consultation au Siège de la Société à l'adresse ci-dessus et sur le site Internet de la Société, à partir de la date du présent avis.

Lomé, le 30 avril 2021

Pour le Conseil d'Administration et P.O.,



Madibinet Cissé
Secrétaire Général

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine